

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Mercredi 04 février 2026



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

APS. Un ministre tunisien propose à son pays et au Sénégal d'investir dans des projets communs

Le Salma Dialogue Business Forum, une rencontre destinée au renforcement de la coopération entre l'Afrique, l'Amérique latine et l'Europe, est "un cadre pertinent" pour "structurer des projets communs et favoriser des investissements croisés" entre le Sénégal et la Tunisie, estime le secrétaire d'État tunisien chargé de la Transition énergétique, Wael Chouchane. Cette rencontre est "un cadre pertinent pour identifier des complémentarités, structurer des projets communs et favoriser des investissements croisés", a-t-il dit en prenant part à une réunion de deux jours (mardi et mercredi) du Salma Dialogue Business Forum, à Dakar. Le Sénégal et la Tunisie peuvent dérouler des projets communs et investir ensemble dans l'industrie automobile et la "mobilité durable", selon M. Chouchane.

<https://aps.sn/serigne-gueye-diop-appelle-a-la-mobilisation-des-partenaires-pour-soutenir-les-projets-structurants/>

APS. Salon du BTP et de l'automobile : une trentaine d'entreprises tunisiennes attendues à Dakar

Une trentaine d'entreprises tunisiennes de "haut niveau" prendront part au Salon international du BTP et au Salon de l'automobile prévus à partir de jeudi au Centre international de conférences Abdou-Diouf de Diamniadio (ouest), a annoncé, mardi, à Dakar, l'ambassadeur de la Tunisie au Sénégal, Rachid Saidani. Le Sénégal est le "deuxième client de la Tunisie en Afrique subsaharienne en termes d'exportation", a-t-il signalé lors de la cérémonie officielle du Salma Dialogue Business Forum. "La Tunisie sera présente en force au Salon du BTP et au Salon de l'automobile, avec la participation d'une trentaine d'entreprises tunisiennes de premier plan du BTP, de l'automobile et des composantes automobiles", a dit M. Saidani.

<https://aps.sn/salon-des-btp-et-de-lautomobile-une-trentaine-dentreprises-tunisiennes-attendues-a-dakar-ambassadeur/>

SUD QUOTIDIEN. Secteur de l'industrie : le Sénégal veut s'inspirer de l'expérience tunisienne

La deuxième édition du SALMA Dialogue Business Forum s'est officiellement ouverte hier, mardi 3 février, à Dakar, sous la présidence du ministre de l'Industrie et du commerce Serigne Guèye Diop. Une importante délégation tunisienne a pris part à cette rencontre, représentant à la fois les secteurs public et privé. La deuxième édition du SALMA Dialogue Business Forum se tient depuis hier, mardi 3 février 2026 à Dakar, dans la continuité du succès de l'édition 2025 organisée en Tunisie. Elle a réuni les acteurs économiques d'Afrique, d'Amérique latine et d'Europe afin de transformer le dialogue en actions concrètes et en partenariats durables. Le Forum a accueilli également une importante délégation tunisienne représentant à la fois les secteurs public et privé, illustrant la profondeur du partenariat Tunisie-Sénégal et la volonté partagée de structurer des chaînes de valeur industrielles durables.



<https://www.sudquotidien.sn/secteur-de-lindustrie-le-senegal-veut-sinspirer-de-l'experience-tunisienne/>

SUD QUOTIDIEN. Industrialisation : le Sénégal mobilise 350 milliards FCFA pour 45 zones industrielles

Le Sénégal opère un changement d'échelle majeur dans sa politique d'industrialisation. Le 2 février, le ministre de l'Industrie et du Commerce, Serigne Guèye Diop, a annoncé un programme ambitieux de 350 milliards de FCFA, destiné à la création de 45 zones industrielles sur l'ensemble du territoire national, soit un budget multiplié par sept par rapport à l'enveloppe initiale. Ce plan prévoit une extension significative des zones existantes, avec la mise en place de 30 zones agro-industrielles à travers le programme des agropoles, ainsi que de 10 sites industriels supplémentaires pilotés par l'APROSI, notamment dans les secteurs des phosphates et de l'agroalimentaire. L'objectif est clair : doter chaque département sénégalais d'une zone industrielle et accélérer la transformation productive du pays. Au-delà des infrastructures, le gouvernement inscrit cette stratégie dans une logique de patriotisme économique.

<https://www.sudquotidien.sn/industrialisation-le-senegal-mobilise-350-milliards-fcfa-pour-45-zones-industrielles/>

SENEWEB. Sénégal : le chômage continue de grimper, nouvelle alarme sociale

Le taux de chômage au Sénégal connaît une progression alarmante, conséquence d'une économie qui peine à créer des emplois pour une population jeune et dynamique. Alors que les autorités procèdent à la validation d'un vaste diagnostic du marché du travail en vue de la future Politique nationale de l'Emploi (PNE), les chiffres révèlent une situation préoccupante, en particulier pour les jeunes et les femmes. Selon les données issues d'une étude diagnostique conduite par l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) à la demande du ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle et technique, le taux de chômage élargi est passé de 16,3 % en 2019 à 21,6 % en 2024. Cette hausse significative traduit un échec partiel du marché du travail à absorber l'arrivée massive de nouveaux entrants.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/senegal-le-chomage-continue-de-grimper-nouvelle-alarme-sociale_n_482262.html

SUD QUOTIDIEN. Aéroport international Blaise Diagne (AIBD) : un hub en quête de trajectoire

Avec une progression limitée à 0,46 % de son trafic passager en 2025, soit 2,94 millions de voyageurs, l'Aéroport International Blaise Diagne (AIBD) confirme une dynamique de croissance atone. Huit ans après son inauguration, cette performance soulève des interrogations sur la capacité de la principale plateforme aéroportuaire du Sénégal à remplir pleinement son rôle de moteur de connectivité et de compétitivité régionale. Certes, l'AIBD maintient un niveau de trafic stable dans un environnement international contraignant, marqué par la volatilité des coûts énergétiques, les tensions géopolitiques et les fragilités économiques de la sous-région ouest-africaine. Toutefois, la faiblesse de la progression annuelle qui est de seulement 13 500 passagers supplémentaires entre 2024 et 2025, traduit un essoufflement préoccupant au regard des ambitions initiales assignées à cette infrastructure lors de sa mise en service en



2017. La quasi-stagnation du trafic ne saurait être imputée uniquement aux effets conjoncturels.

<https://www.sudquotidien.sn/aeroport-international-blaise-diagne-aibd-un-hub-en-quete-de-trajectoire/>

AGENCE ECOFIN. Sénégal : une reprise du trafic à l'aéroport Blaise Diagne portée par les flux internationaux

Porté par une recomposition progressive des flux aériens et des ajustements stratégiques des compagnies, le principal aéroport sénégalais évolue dans un contexte contrasté. Entre signaux de reprise, pressions opérationnelles et impératifs d'extension des capacités, la plateforme cherche à consolider s'adapter aux nouvelles réalités du marché et aux exigences croissantes de performance. Au titre de l'année 2025, le trafic passagers à l'aéroport Blaise Diagne du Sénégal a connu une légère hausse de 0,46 % par rapport à 2024. La plateforme a traité au total 2,94 millions de voyageurs, avec 1,3 million d'arrivées et 1,4 million de départs. Porté par la hausse des voyages vers l'Europe et l'Afrique du Nord, ce chiffre traduit une dynamique de reprise après la baisse de 0,57 % en 2024, pour un débit qui s'était établi à 2,92 millions.

<https://www.agenceecofin.com/actualites-industries/0302-135444-senegal-une-reprise-du-traffic-a-laeroport-blaise-diagne-portee-par-les-flux-internationaux>

SIKA FINANCE.

SENEWEB. Kédougou : des performances record pour la subdivision régionale des Douanes en 2025

La subdivision régionale des Douanes de Kédougou affiche, pour l'année 2025, des résultats remarquables aussi bien en matière de mobilisation des recettes qu'en lutte contre les trafics illicites et la criminalité transnationale organisée. Placée sous le commandement du premier inspecteur des Douanes, Diame Diakhaté, la subdivision s'appuie sur quatre brigades fonctionnelles — Kédougou, Saraya, Salémata et la brigade commerciale de Moussala — tandis que la brigade de Sabodala reste, pour l'heure, non fonctionnelle. Une forte progression des recettes contentieuses. Sur le plan des recettes contentieuses, les performances réalisées traduisent une intensification des opérations de contrôle et de répression des infractions douanières. En 2025, la subdivision a mobilisé plus de 640 176 850 francs CFA, contre 221 959 850 francs CFA en 2024. Cette progression représente une plus-value spectaculaire de 418 217 000 francs CFA, soit près du triple des résultats de l'année précédente.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/kedougou-des-performances-record-pour-la-subdivision-regionale-des-douanes-en-2025_n_482378.html

LEJECOS. Sénégal : Une étude met en lumière l'impact socioéconomique des activités portuaires

Une analyse d'impact socioéconomique portant sur la période 2022-2024 met en évidence la contribution significative des activités portuaires opérées à Dakar à l'économie sénégalaise et aux marchés voisins. Selon les données présentées, le 3 février 2026, par Dp World, ces activités ont généré des effets notables sur la croissance, l'emploi, les recettes publiques ainsi que sur les chaînes de valeur locales et régionales. Sur la période étudiée, l'impact économique annuel moyen est estimé à 3,8 % du Produit intérieur brut (Pib) du Sénégal, soit environ 700 milliards de francs



Cfa par an. Cette contribution reflète à la fois les activités directes du port, les effets indirects sur les secteurs connexes (transport, commerce, logistique) et les effets induits liés à la consommation des revenus générés. L'étude réalisée pour le compte de Bp World indique que les activités portuaires ont soutenu environ 170 000 emplois, représentant 3,1% de l'emploi total au Sénégal. Ces emplois incluent les postes directs, indirects et induits le long de la chaîne logistique et commerciale. En parallèle, les recettes fiscales associées sont estimées à 124 milliards de francs Cfa par an, soit 3,5% des recettes fiscales nationales, traduisant l'importance du secteur portuaire dans la mobilisation des ressources publiques.

https://www.lejecos.com/Senegal-Une-etude-met-en-lumiere-l-impact-socioeconomique-des-activites-portuaires_a30285.html

LE SOLEIL. Agenda de transformation numérique: 2026, le temps de réalisation des projets

Après les réformes de 2025 dans le secteur des télécommunications et du numérique, le ministère de tutelle s'engage dans la réalisation des projets phares dans l'exercice 2026, afin de porter l'Agenda de transformation numérique. C'est l'objectif du séminaire institutionnel, clôturé hier à Saly, en partenariat avec la Coopération allemande (Giz). Alioune Sall, ministre de la Communication, des Télécommunications et du Numérique, a présidé, hier, la cérémonie de clôture du séminaire stratégique consacré à la définition des nouvelles orientations de son département. Cette rencontre de trois jours (du 31 janvier au 2 février) a réuni les différentes structures publiques autour des enjeux liés au numérique, à la communication et au secteur postal. Il s'agit de définir une nouvelle orientation fondée sur une approche inclusive pour mieux aligner les actions du ministère avec les orientations du chef de l'État déclinées dans la vision « Sénégal 2050 ». Le ministre Alioune Sall et ses collaborateurs veulent mettre l'accent sur l'efficacité pour porter les projets phares inscrits dans l'agenda numérique 2025-2035.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/agenda-de-transformation-numerique-2026-le-temps-de-realisation-des-projets/>

AGENCE ECOFIN. Dette : l'Afrique confrontée à un mur de remboursements de 90 milliards \$ en 2026

En 2026, l'Afrique doit rembourser plus de 90 milliards de dollars de dette extérieure. L'Égypte, l'Angola, l'Afrique du Sud et le Nigeria sont les plus exposés. Cette échéance inédite accentue les risques de refinancement et met à l'épreuve des économies encore fragiles, selon S&P. Les États africains s'apprêtent à affronter une année délicate sur le front de la dette. En 2026, les remboursements de dette extérieure en devises devraient dépasser 90 milliards de dollars, un niveau inédit qui accroît les risques de refinancement et met sous pression les réserves de change, selon S&P Global Ratings. Dans son dernier rapport sur les perspectives des souverains africains, l'agence de notation souligne que les remboursements de dette extérieure des gouvernements sont désormais plus de trois fois supérieurs à ceux observés en 2012. Une évolution qui reflète l'accumulation d'emprunts en devises au cours de la dernière décennie, dans un contexte de besoins de financement croissants.

<https://www.agenceecofin.com/actualites-finance/0402-135462-dette-l-afrique-confrontee-a-un-mur-de-remboursements-de-90-milliards-en-2026>



PRESS AFRIK. Afrique de l'Ouest: Les chiffres vertigineux sur les flux financiers illicites

Par l'analyse des données de la décennie 2013-2022, le dernier rapport de Global Financial Integrity (GFI) révèle l'ampleur des flux financiers illicites (FFI) qui minent les économies ouest-africaines. Entre fausses facturations et porosité des frontières, la région perd des dizaines de milliards de dollars chaque année. Selon l'étude de GFI portant sur les « écarts de valeur commerciale », plusieurs pays de la zone se classent parmi les plus touchés au monde par ces fuites de capitaux. Le géant nigérian domine le classement régional en termes de volume brut. Avec 77,7 milliards de dollars d'écarts de valeur cumulés sur dix ans, le Nigeria reste le théâtre d'une évasion massive de capitaux. Le rapport pointe du doigt deux coupables majeurs : l'industrie pétrolière, où les manipulations de prix sont courantes, et des mécanismes sophistiqués de blanchiment d'argent.

https://www.pressafrik.com/Afrique-de-l-Ouest-Les-chiffres-vertigineux-sur-les-flux-financiers-illicites_a300743.html



ACTUALITÉS INTERNATIONALES

RFI. États-Unis: plusieurs délégations africaines à Washington pour un sommet sur les minerais critiques

L'administration américaine attend ce mercredi 4 février 2026 une quarantaine de délégations à Washington pour un sommet sur les minerais critiques. Une réunion organisée par le secrétaire d'État américain Marco Rubio et à laquelle doit assister une délégation congolaise venue de Kinshasa, arrivée à Washington avec le président Félix Tshisekedi. D'autres délégations venant de Guinée et du Kenya sont également attendues pour ce sommet. Deux mois après la signature des accords de Washington, le président congolais Félix Tshisekedi est de retour dans la capitale des États-Unis, Washington, à la tête d'une délégation qui doit participer à un sommet sur les minerais critiques. L'administration Trump cherche à renforcer ses approvisionnements en minerais critiques pour contrer la mainmise chinoise, et la République Démocratique du Congo reste incontournable quand il s'agit de coltan, cobalt ou encore de lithium, explique notre correspondante à Kinshasa, Paulina Zidi.



<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20260204-%C3%A9tats-unis-plusieurs-d%C3%A9gations-africaines-%C3%A0-washington-pour-un-sommet-sur-les-minerais-critiques>

RFI. L'Afrique, première victime des coupes budgétaires de l'aide publique au développement de la France

Le nouveau budget de la France a été adopté lundi 2 février à l'Assemblée nationale. Pas par un vote mais par l'utilisation de l'article 49.3 de la Constitution par le gouvernement Lecornu, qui s'était pourtant engagé à ne pas l'utiliser. Une nouvelle baisse de l'aide publique au développement a été décidée: au total, 3,5 milliards d'euros seront alloués, ce qui représente une coupe de 800 millions d'euros par rapport à 2025. L'enveloppe dédiée au financement de projets en Afrique se retrouve directement affectée. En 2026, il y aura près de 800 millions d'euros de coupe dans l'enveloppe de l'aide publique au développement (APD). Concrètement, cela signifie que moins de projets seront financés. Même si l'Agence Française de développement assure s'être adapté à cette baisse, elle a dû revoir ses priorités quant à ses dons et ses prêts. L'année dernière déjà, en 2025, le gouvernement avait sabré un tiers de l'enveloppe de l'aide publique au développement, soit presque deux milliards d'euros. L'enveloppe destinée au financement de projets en Afrique avait été sabrée d'un tiers, c'est à dire quatre milliards d'euros l'année dernière contre 6 milliards en 2024.

<https://www.rfi.fr/fr/%C3%A9conomie/20260203-l-afrique-premi%C3%A8re-victime-des-coupes-budg%C3%A9taires-de-l-aide-publique-au-d%C3%A9veloppement-de-la-france>

RFI. Les cotonculteurs africains réclament des subventions pour les pesticides

Une quarantaine de cotonculteurs ouest-africains, venus de six pays du continent, se sont réunis pendant trois jours à Dakar. Objectif : mettre en commun les bonnes pratiques et échanger sur les défis partagés par la filière, entre fluctuation des volumes dans un contexte de changement climatique, lutte contre les ravageurs et difficulté de financer les intrants agricoles. Autour de la table, des producteurs de coton du Burkina Faso, du Cameroun, du Mali, du Sénégal, du Tchad et du Togo. Du bilan de l'année écoulée ressort un constat commun : entre la pluviométrie erratique liée au changement climatique, l'insécurité dans de nombreuses zones et la pression des parasites, impossible de maintenir un rendement satisfaisant sans appui de l'État. Principal plaidoyer de l'Association des producteurs de coton africains (AProCA) : obtenir davantage de soutien financier des pays producteurs. « Il faut que l'État subventionne les intrants, estime Koussouwè Kouroufeï, président de la Fédération des groupements de producteurs de coton du Togo et de l'AProCA, surtout les engrais et les pesticides qui sont tellement chers aujourd'hui, surtout avec l'apparition de ce jasside.

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/afrique-%C3%A9conomie/20260203-les-cotonculteurs-africains-r%C3%A9clament-des-subventions-pour-les-pesticides>

COURRIER INTERNATIONAL. Le chiffre du jour. La Chine a réduit ses prêts à l'Afrique de près de la moitié

Selon un rapport publié à la fin du mois de janvier, la Chine a diminué ses prêts annuels à l'Afrique de 46 % entre 2023 et 2024. Une tendance qui démontre un changement



de stratégie diplomatique de la part de Pékin. Le montant annuel des prêts chinois accordés à l'Afrique était de 2,1 milliards de dollars (soit environ 1,8 milliard d'euros) pour 2024, une somme étonnement basse comparée aux 3,9 milliards de dollars (3,3 milliards d'euros) alloués en 2023. Selon un rapport du Global Development Policy Center de l'université de Boston publié fin janvier, le montant annuel de ces prêts a chuté de 46 % entre les deux années. Le South Morning China Post (SCMP) ne s'en étonne pas : "Ce déclin s'inscrit dans une tendance qui dure depuis une décennie." À partir de 2006, les prêts de la Chine à l'Afrique ont augmenté, avec une accélération entre 2012 et 2018, période de développement du projet des nouvelles routes de la soie, durant laquelle ils ont dépassé les 10 milliards de dollars (8,5 milliards d'euros) annuels. En 2016, ces prêts ont atteint un point culminant de 28,8 milliards de dollars (24,4 milliards d'euros).

<https://www.courrierinternational.com/article/le-chiffre-du-jour-la-chine-a-reduit-ses-prets-a-l-afrique-de-pres-de-la-moitie-240129>

LE MONDE. « L'Europe doit faire face à son passé colonial si elle veut se rapprocher des pays du Sud »

Les pays anciennement colonisateurs doivent entendre les revendications mémorielles des pays en développement qui réclament des excuses et des réparations, explique Julien Bouissou dans sa chronique. L'Union européenne (UE) se cherche de nouveaux alliés. Lâchée par les Etats-Unis, méfiante à l'égard de la Chine qu'elle qualifie de « partenaire et rivale systémique » et menacée par la Russie, elle veut à tout prix forger de nouvelles alliances. En l'espace de quelques semaines, la Commission européenne a signé des accords commerciaux, qui étaient en déshérence depuis des décennies, avec plusieurs grands pays émergents, dont l'Inde et les pays du Mercosur. Dans un monde où les Etats-Unis veulent imposer la loi du plus fort et où la Chine a peu de crédibilité pour garantir le multilatéralisme, l'Europe a une carte à jouer auprès de ses partenaires du Sud global : créer avec eux un espace sûr, régi par des règles transparentes et équitables en matière de commerce.

<https://www.lemonde.fr/idees/article/2026/02/03/l-europe-doit-faire-face-a-son-passe-colonial-si-elle-veut-se-rapprocher-des-pays-du-sud-6665239-3232.html>

CHALLENGES. « Une réalité bien différente de celle que vous sert l'administration Trump » : cette querelle d'économistes sur les croissances européenne et américaine

Avec une croissance de 1,6 % en 2025, l'Union européenne n'a plus à rougir face au prétendu dynamisme des Etats-Unis. De quoi déclencher une belle querelle entre économistes. Divine surprise ! Alors que la croissance européenne patinait en 2023 et 2024 en dessous de 1 point de PIB, l'économie de l'Union va afficher une progression de 1,6 % pour 2025. Il n'en faut pas davantage, en cette période où la défense du Vieux Continent devient une affaire de souveraineté face aux menées trumpistes, pour que la comparaison avec le prétendu dynamisme des Etats-Unis soit de nouveau relativisée. Et ce d'autant que les statistiques américaines sont en retard à cause du shutdown, et que les dernières prévisions disponibles, celles de la Réserve fédérale, pouvaient laisser imaginer une croissance inférieure à 2 % outre-Atlantique. De quoi déclencher une belle querelle entre économistes.



https://www.challenges.fr/economie/une-realite-bien-differente-de-celle-que-vous-serine-ladministration-trump-cette-querelle-deconomistes-sur-les-croissances-europeenne-et-americaine_638854

BFMTV. L'inflation tombe à 1,7% en zone euro, son plus bas depuis 16 mois:

la France se distingue avec de loin le taux le plus bas d'Europe (à 0,4%). L'inflation a nettement ralenti en janvier 2026 dans la zone euro, à 1,7 % sur un an, tirée par la chute des prix de l'énergie et le reflux des services, sans provoquer de réaction immédiate de la BCE, tandis que la France se distingue par une inflation nettement plus faible que la moyenne européenne, grâce à son mix énergétique nucléaire, à des mécanismes de régulation des prix encore actifs et à une progression salariale plus modérée. L'inflation a fortement ralenti en janvier en zone euro, selon Eurostat. Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 1,7% en janvier 2026, contre 2% en décembre selon une estimation rapide publiée par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, les services devrait connaître le taux annuel le plus élevé en janvier (3,2%, comparé à 3,4% en décembre), suivis de l'alimentation, alcool & tabac (2,7%, comparé à 2,5% en décembre), des biens industriels hors énergie (0,4%, comparé à 0,3% en décembre) et de l'énergie (-4,1%, comparé à -1,9% en décembre).

https://www.bfmtv.com/economie/economie-social/union-europeenne/infographies-l-inflation-tombe-a-1-7-en-zone-euro-son-plus-bas-depuis-16-mois-la-france-se-distingue-avec-de-loin-le-taux-le-plus-bas-d-europe-a-0-4_AV-202602040460.html

COURRIER INTERNATIONAL. Un "rapport accablant" sur les matières premières critiques pointe la dépendance de l'Europe

Selon la Cour des comptes européenne, la Commission ne fait pas assez d'efforts pour réduire la vulnérabilité des États membres en matière de production et d'approvisionnement en matériaux indispensables à la transition énergétique, à la défense et au numérique. L'Union européenne doit "lutter pour se libérer de sa dépendance vis-à-vis de la Chine et des pays du Sud global pour ce qui concerne les matières premières critiques et les terres rares", résume The Guardian. Et le quotidien britannique d'alerter sur ce "rapport accablant" pour l'Europe, publié le 2 février par la Cour des comptes européenne (CCE). Ses objectifs pour 2030 sont désormais "hors de portée" du fait des retards dans la production, le raffinage et le recyclage de ces matériaux essentiels à l'industrie, poursuit-il.

https://www.courrierinternational.com/article/industrie-un-rapport-accablant-sur-les-matieres-premieres-critiques-pointe-la-dependance-de-l-europe_240146

FRENCH.CHINA.ORG. Les récentes visites de dirigeants présagent d'un renforcement des liens commerciaux Chine-Europe

Les récentes visites en Chine de hauts dirigeants européens montrent que le développement rapide du pays et ses capacités d'innovation croissantes constitueront un moteur essentiel pour une coopération économique plus étroite et pour de nouvelles opportunités commerciales entre les deux parties, ont déclaré des responsables et des chefs d'entreprise. Alors que le président français Emmanuel Macron a mené une délégation d'entreprises lors de sa visite d'État en Chine début décembre, le Premier ministre finlandais Petteri Orpo et le Premier ministre britannique Keir Starmer ont assisté à la signature de plusieurs accords de coopération lors de leurs visites officielles



fin janvier. La Chine et le Royaume-Uni ont signé la semaine dernière un mémorandum d'entente relatif à l'initiative « Un grand marché pour tous : exporter vers la Chine », faisant du Royaume-Uni le premier pays au monde à rejoindre officiellement cette campagne, selon le ministère chinois du Commerce.

http://french.china.org.cn/foreign/txt/2026-02/03/content_118314481.htm

FRENCH.CHINA.ORG. Le PIB de Shanghai a enregistré une hausse de 1 500 milliards de yuans durant le 14^e Plan quinquennal

Au cours de la période du 14^e Plan quinquennal (2021-2025), le produit intérieur brut (PIB) de Shanghai est passé de 4 160 à 5 670 milliards de yuans, enregistrant une augmentation cumulée de plus de 1 500 milliards de yuans en cinq ans. La métropole a ainsi renforcé sa puissance économique globale et s'est hissée parmi les cinq premières villes mondiales. Ces informations ont été rendues publiques lors de la 4^e session de la 16^e Assemblée populaire municipale de Shanghai, qui s'est ouverte le 3 janvier. « La trajectoire de développement de Shanghai durant le 14^e Plan quinquennal a été tout à fait exceptionnelle », a déclaré le maire de la ville Gong Zheng. En cinq ans, le PIB par habitant a atteint 32 000 dollars, la productivité du travail s'est élevée à plus de 420 000 yuans par personne, tandis que l'intensité énergétique par unité de PIB a diminué de 14 % au total. Cette croissance de 1 500 milliards de yuans repose largement sur l'innovation scientifique et industrielle.

http://french.china.org.cn/business/txt/2026-02/04/content_118316972.htm

LA TRIBUNE. Pourquoi le budget 2027 de la France s'annonce encore plus difficile que celui de 2026

Après plusieurs mois de débats, le budget 2026 a finalement été adopté, lundi 2 février, par l'Assemblée nationale. Le prochain budget, qui devra être discuté en pleine campagne présidentielle, s'annonce particulièrement difficile pour le gouvernement. Le marathon budgétaire s'est achevé ce lundi 2 février. Après le rejet de deux motions de censure par l'Assemblée nationale – les Écologistes, La France insoumise (LFI) et la Gauche démocrate et républicaine (GDR) d'une part, le Rassemblement national (RN) et l'Union des droites pour la République (UDR) de l'autre –, le projet de loi de finances (PLF) pour 2026 a été définitivement adopté. À l'instar du budget 2025, le texte aura fait l'objet d'une adoption très tardive, faute de majorité au Parlement. Pour le gouvernement de Sébastien Lecornu, c'est la fin d'une séquence parlementaire commencée le 14 octobre et qui aura été particulièrement délicate à négocier.

<https://www.latribune.fr/article/economie/finances-publiques/11829219665627/pourquoi-le-budget-2027-de-la-france-s-annonce-encore-plus-difficile-que-celui-de-2026>

COURRIER INTERNATIONAL. Vu de l'étranger. Son budget adopté, la France vers une courte accalmie avant 2027 ?

C'est l'heure du soulagement pour le gouvernement français : après de longs mois de négociations, le budget 2026 est désormais adopté. Certains indicateurs laissent penser que le pays pourrait désormais connaître une période relativement plus calme et stable politiquement, observe la presse internationale, avant l'échéance présidentielle de 2027. « Qui l'eût cru ? » Pour le Tagesspiegel allemand, un « petit miracle » vient de se produire à Paris. « Le Premier ministre français [Sébastien Lecornu] est toujours en poste et le budget du pays pour 2026 est en ordre », constate le



quotidien berlinois après l'adoption, lundi 2 février, du texte tant disputé. Épilogue d'un pénible marathon parlementaire, l'Assemblée nationale a rejeté les deux dernières motions de censure contre le gouvernement, qui aura finalement fait passer le budget via l'article 49.3, grâce à la mansuétude des socialistes.

https://www.courrierinternational.com/article/vu-de-l-etranger-son-budget-adopte-la-france-vers-une-courte-accalmie-avant-2027_240147

VIETNAM. L'économie vietnamienne vue à l'échelle internationale : de nombreuses conditions convergent pour entrer dans un nouveau cycle de croissance.

À l'aube de 2026, le Vietnam continue d'attirer l'attention des organisations internationales et de la communauté mondiale des investisseurs, malgré d'importantes incertitudes dans l'économie mondiale concernant la géopolitique, le commerce et la politique monétaire. Des évaluations récentes indiquent que le Vietnam maintiendra non seulement une forte dynamique de croissance en 2025, mais qu'il bénéficie également de nombreuses conditions favorables pour entrer dans un nouveau cycle de croissance aux perspectives positives en 2026. Selon une compilation de rapports et d'évaluations internationaux, le Vietnam figure parmi les économies à la croissance la plus remarquable d'Asie en 2025, avec un taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) de 8,02 %, soit le deuxième plus élevé sur la période 2011-2025. Partant de ce constat, les prévisions pour 2026 restent optimistes. Un rapport publié le 21 janvier par le Bureau de recherche macroéconomique ASEAN+3 (AMRO) prévoit une croissance du PIB vietnamien de 7,6 % en 2026, soit le taux le plus élevé du groupe ASEAN+3 (qui regroupe dix pays d'Asie du Sud-Est, ainsi que la Chine, le Japon et la Corée du Sud).

<https://www.vietnam.vn/fr/kinh-te-viet-nam-qua-goc-nhin-quoc-te-hoi-tu-nhieu-dieu-kien-de-buoc-vao-mot-chu-ky-tang-truong-moi>

